

NOTE

Ceci est un extrait du Rapport mondial sur le déplacement interne (GRID pour ses initiales en anglais) d'IDMC.

LIBYE

Déplacements urbains provoqués par l'escalade des conflits et de l'insécurité



L'année 2017 avait laissé espérer une diminution des combats et des déplacements en Libye, mais les affrontements se sont intensifiés dans plusieurs régions du pays en 2018. Les combats se sont surtout déroulés dans les centres urbains de Tripoli, Derna et Sebha, provoquant 70 000 nouveaux déplacements. À la fin de l'année, environ 221 000 personnes vivaient en situation de déplacement dans le pays, dans des conditions très difficiles et sans possibilité de retour en raison de la destruction de leurs logements, de l'insécurité persistante et du manque de ressources.¹⁰⁴

À Tripoli, siège du gouvernement internationalement reconnu, la détérioration de la situation économique a alimenté de nouveaux conflits. Des milices venant d'autres villes ont attaqué les quartiers du sud de Tripoli à la fin du mois d'août et les affrontements violents se sont poursuivis jusqu'au début du mois d'octobre. Les combats ont été déclenchés par une offensive visant un meilleur contrôle des institutions économiques au motif qu'un petit nombre de milices rivales et de groupes d'intérêts de la capitale avaient un accès disproportionné à la richesse du pays.¹⁰⁵

En conséquence, près de 33 000 personnes ont été déplacées et de nombreuses autres ont été bloquées chez elles sans accès aux produits et services de première nécessité. Le Croissant-Rouge libyen a reçu plus de 2 000 appels de familles demandant à être évacuées, dont seulement 10 % ont obtenu satisfaction. L'utilisation d'armes lourdes a fortement endommagé des habitations, des routes, des infrastructures de télécommunications et de services publics, ainsi que des établissements de santé et d'éducation. La plupart des personnes déplacées ont été hébergées chez des parents ou des amis, mais environ 200 familles ont cherché refuge dans cinq écoles de Tripoli.¹⁰⁶

La Libye demeure le principal point de départ des personnes qui tentent de traverser la Méditerranée pour atteindre l'Europe et c'est aussi la destination finale des migrants économiques d'Afrique de l'Ouest. C'est pourquoi les combats ont également touché les conditions de vie d'environ 8 000 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile placés dans des centres de détention de la ville. L'accès humanitaire dans les zones touchées par le conflit

a été fortement limité, ce qui a privé d'eau et de nourriture des milliers de détenus pendant plusieurs jours.¹⁰⁷ Des centaines d'autres personnes ont été évacuées vers des endroits plus sûrs ou ont simplement été libérées et livrées à elles-mêmes pour se frayer leur propre chemin dans la zone de conflit vers la sécurité. D'autres ont été retirés des centres de détention par des milices, qui les ont ensuite forcées à prendre part aux hostilités.¹⁰⁸

La ville côtière de Derna est assiégée par l'armée nationale libyenne (ANL), liée aux autorités de l'est du pays, depuis juillet 2017. Elle était contrôlée par une coalition de combattants locaux et islamistes, connue sous le nom de Conseil de la Choura des moudjahidines de Derna, qui était la seule ville de l'est du pays à résister au contrôle de l'ANL.¹⁰⁹ Une nouvelle offensive visant à s'emparer de la ville a commencé en mai 2018 et de violents combats et bombardements se sont poursuivis en juin, provoquant près de 24 000 nouveaux déplacements. L'approvisionnement en électricité et en eau a été interrompu et la fourniture de services de première nécessité perturbée. Les marchés étaient à court de produits alimentaires, et il ne restait qu'un seul hôpital fonctionnant à capacité fortement réduite. Les points d'entrée de la ville ont été initialement fermés, empêchant ainsi la fourniture d'une aide vitale, mais les autorités ont ouvert un couloir humanitaire et ont commencé à permettre aux familles de quitter la ville à la fin du mois de mai.¹¹⁰

Dans la ville méridionale de Sebha, des conflits éclatent périodiquement entre les tribus Tebu et Awlad Suleiman sur le contrôle des grands axes de contrebande et de trafic illicite. Les combats de 2018 ont provoqué près de 7 000 nouveaux déplacements. Les personnes qui ont fui les quartiers sud et est de la ville ont été hébergées dans des écoles fermées en raison des vacances scolaires, puis ont été déplacées pour permettre aux écoles de rouvrir.¹¹¹ La liberté de circulation des civils a également été restreinte et de graves pénuries de produits et services de première nécessité ont été signalées.¹¹² Très peu de rapports ont mentionné la situation critique des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile, mais étant donné que Sebha a été désignée comme capitale mondiale de la traite des êtres humains l'année dernière, ils ont très probablement été touchés. Les évaluations effectuées

dans les districts de Sebha font état de la présence de réfugiés et de migrants dans chaque zone évaluée.¹¹³

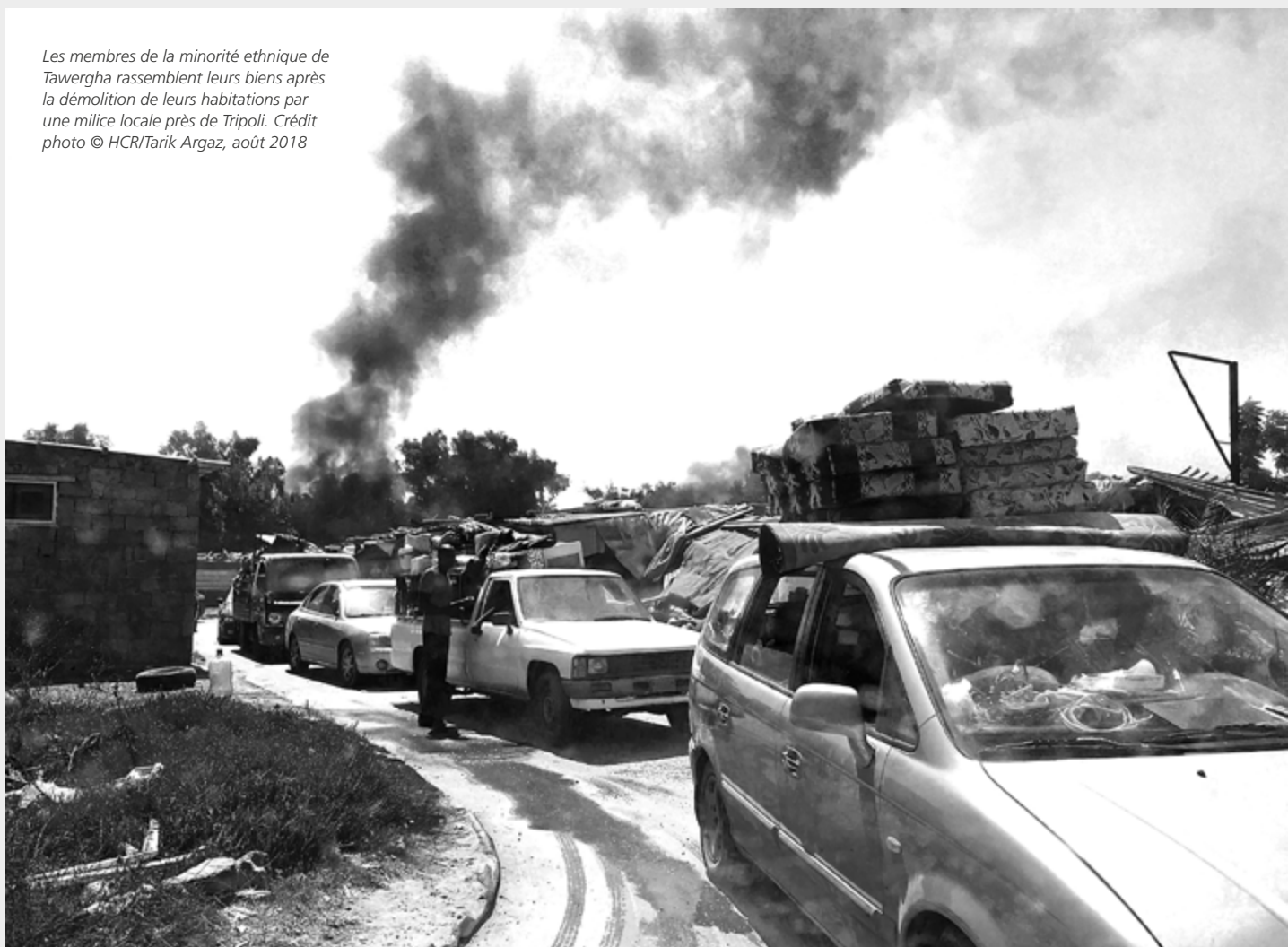
La violence à Sebha a par ailleurs mis en évidence le manque de contrôle du gouvernement sur le sud de la Libye. Les frontières poreuses de la région aggravent l'insécurité en permettant aux groupes armés étrangers d'établir des refuges dans la région et facilitent la traite des personnes se dirigeant vers le Nord. La combinaison de l'anarchie croissante et de la détérioration des services de première nécessité signifie que les conditions de vie sont désastreuses pour de nombreux habitants du sud, y compris les personnes déplacées.¹¹⁴ Les personnes déplacées dans la région ont désespérément besoin d'abris adéquats, de nourriture et d'articles ménagers essentiels, mais du fait de l'insécurité qui règne dans cette région, l'accès humanitaire est au mieux sporadique.¹¹⁵

Le gouvernement internationalement reconnu de Tripoli a enclenché une première série de réformes économiques depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, mais les combats pour les ressources vont probablement demeurer un élément central de la crise du pays, en particulier dans les zones côtières et urbaines où l'activité économique est concentrée.¹¹⁶ Le gouvernement recon-

naît également qu'il est important d'améliorer la sécurité dans le sud du pays, mais l'immensité du territoire en fait un défi colossal et relativement peu prometteur de dividende politique.¹¹⁷

Il est à espérer que les élections présidentielles et législatives prévues pour 2019 sortiront la Libye de son impasse politique. Cela dit, des divisions subsistent entre les gouvernements rivaux à l'est et à l'ouest du pays, et les conférences de réconciliation nationale ont été retardées, laissant ainsi la porte ouverte à la poursuite des combats.¹¹⁸ Il faudra probablement attendre un certain temps avant que le pays soit sûr pour les Libyens et pour les migrants et les réfugiés qui continuent de traverser le pays.

Les membres de la minorité ethnique de Tawergha rassemblent leurs biens après la démolition de leurs habitations par une milice locale près de Tripoli. Crédit photo © HCR/Tarik Argaz, août 2018



| Notes

104. HCR, « Internally displaced persons and returnees in Libya », avril 2018.
105. International Crisis Group, « Watch List 2018, Third update », 5 octobre 2018.
106. OCHA, « Flash Update #1 », 4 septembre 2018 ; HCR, Protection Cluster, « Protection sector update on the protection situation in Tripoli, Libya », 5 septembre 2018 ;
107. Médecins sans Frontières, « Conflict in Tripoli puts lives in danger, demonstrating that Libya is not a place of safety », 31 août 2018 ; HCR, « Tripoli violence threatens civilians, displaced, refugees and migrants », 4 septembre 2018.
108. Voice of America News, « Armed Clashes in Tripoli Take Heavy Toll on Migrants, Refugees », 31 août 2018 ; ECHO, « Libya, Inter-militia Fighting in Tripoli, Daily Flash », 4 septembre 2018 ; The Guardian, « Libya is a war zone. Why is the EU still sending refugees back there? », 4 octobre 2018.
109. Reuters, « Impact of fighting on civilians in Libya's Derna "devastating" : U.N. », 24 mai 2018.
110. REACH Initiative, « Libya : Public services break down as conflict escalates in encircled city of Derna », 5 juin 2018.
111. Groupe de coordination intersectorielle pour la Libye, « Sebha Rapid Situation Overview », 27 mars 2018.
112. OCHA, « Sebha Flash Update 2 », 13 mai 2018.
113. Groupe de coordination intersectorielle pour la Libye, « Sebha Rapid Situation Overview », 27 mars 2018.
114. UNSMIL, « Statement on the Security Situation in Southern Libya », 19 octobre 2018.
115. HCR, « UNHCR convoy reaches displaced people in southern Libya », 20 avril 2018.
116. International Crisis Group, « Libya's Economic Reforms Fall Short », 25 octobre 2018.
117. Agence France-Presse (AFP), « Libya's south falls prey to foreign armed groups », 29 octobre 2018.
118. The Guardian, « Libya : reconciliation conference delay could fuel military solution », 18 janvier 2019.